

MOHCINE BELABBAS, PRÉSIDENT DU RCD :

«La virée de Khelil dans les zaouïas est une diversion»

La virée qu'effectue à travers les zaouïas du pays depuis son retour au pays, l'ancien ministre de l'Energie et des Mines, est perçue au RCD comme étant «un des scénarios de succession» à l'actuel président de la République que l'on échaufferait en haut lieu en prévision d'une élection, anticipée ou calendaire.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Considérant que cette virée participe d'une «véritable opération de diversion» à l'effet, explique-t-il, de «détourner l'attention de l'opinion publique du tableau de bord politique, économique et social du pays qui vire au rouge, le président du parti qui s'exprimait, vendredi dernier, en marge du colloque sur l'économie et le coût de la non-intégration de l'Afrique du Nord, avoue, néanmoins, que cela pose un «sérieux problème», en ce sens, qu'il représente un des clans du pouvoir qui s'appuie, en prévision des prochaines élections présidentielles, sur l'armée et les zaouïas alors que les deux autres scénarii appuient leurs démarches respectives, selon lui, sur «le FLN, pour l'une et le RND et les autres organisations satellites à l'image de l'UGTA et du FCE». Et de rappeler que le RCD avait alerté, depuis sa naissance, sur les dangers de l'usage de la religion à des fins politiques, soulignant, dans la foulée, que «le pouvoir utilise la religion et les institutions religieuses plus que les partis politiques». Pour Mohcine Belabbas, s'il nourrit des ambitions politiques, Chakib Khelil «doit aller de lui-même devant la justice et pas solliciter la bénédiction des zaouïas». car, explique-t-il, l'opinion publique sait qu'il est cité dans des dossiers de corruption, voire qu'il y est impliqué. Bien entendu, selon le président du RCD, en agissant de la sorte, le pouvoir veut s'assurer la pérennité à l'occasion de la prochaine élection présidentielle. D'où son obstination à refuser la revendication de l'opposition portant «institution d'une instance indépendante de gestion des élections», seule à même, d'assurer selon lui, des élections libres et transparentes dans lesquelles «aucun candidat du système, fut-il Saïd Bouteflika, Ammar Saâdani ou encore Ahmed Ouyahia n'a aucune chance». Dans le cas contraire, celui du maintien de l'actuel système électoral, tout candidat du système n'aura aucune peine à se faire introniser, poussant l'ironie jusqu'à soutenir que «même Bouteflika pourra briguer un cinquième mandat»

A propos du ministre de l'Industrie et des Mines cité dans l'affaire des Panamas papers, le président du RCD estime qu'il y avait quatre solutions : soit que Abdesselam Bouchouareb démissionne, soit il est démis, soit on installe une commission d'enquête parlementaire, soit la justice intervient. Et de regretter qu'aucune de ces solutions n'a été adoptée par le pouvoir algérien, à croire, commente-t-il, «qu'il n'y a pas d'État !». Mohcine Belabbas a également traité du dossier du rachat par une filiale de Cévital, du groupe médiatique *El Khabar*, opération que le ministre de la Communication conteste. «C'est une transaction économique qui a été faite dans la transparence, c'est la première fois que j'ai vu une opération économique se faire dans une telle transparence», affirme-t-il, avant d'aller au «fond de la chose». «Un acteur tel que Rebrab subit des pressions depuis un certain nombre d'années.

C'est la cible privilégiée d'un certain nombre de ministres toujours en poste. Il ne pouvait pas se permettre de faire des erreurs dans une telle opération», soutient le président du RCD, non sans citer cet «autre client du régime, M. Haddad, pour ne pas le nommer, qui profite au maximum des largesses du système parce qu'il fait dans la surenchère dans le soutien à ces responsables, et qui possède deux journaux et deux chaînes de télévision».

M. K.

À L'OCCASION DU 1^{er} MAI

Sidi Saïd met en garde le Maroc et «ceux qui touchent au symbole de l'État»

Hier, le secrétaire général de l'UGTA a choisi la tribune du port d'Oran pour réaffirmer, dit-il, la conviction de tout un peuple que «ni le voisin d'à côté, ni ceux d'outre-mer ne nous font peur. Nous sommes un peuple révolutionnaire, et qui osera ne serait-ce que tenter de toucher aux symboles de l'Etat, nous lui ferons face quitte à prendre les armes !». Sidi-Saïd était plus que direct lorsqu'il exhorta l'assistance à reprendre ces paroles «pour la chute de l'occupant marocain et tous avec le peuple sahraoui libre et souverain».

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Hier, un espace en plein air au niveau du port d'Oran a été aménagé pour recevoir les centaines de travailleurs algériens et invités du Sahara occidental. Les drapeaux algérien et sahraoui ainsi que les portraits des deux présidents donnaient le ton d'une solidarité sans faille et entière.

Etaient présents dans la délégation du Sahara occidental, le Premier ministre sahraoui Abdelkader Taleb Omar et sa délégation ministérielle, et du côté algérien, cinq membres du gouvernement. Il est à noter que cet événement est le premier du genre initié par l'UGTA, en associant, en la circonstance, des organisations syndicales africaines sous l'égide de l'OUSA, Organisation de l'unité syndicale africaine. Le discours, très attendu de Sidi-Saïd, n'a pas manqué de chauffer l'assistance, puisque comme à ses habitudes, il dira préférer la spontanéité au discours lu qu'il mettra de côté pour prendre le micro. Il dira que cette initiative de solidarité avec le peuple sahraoui émane des travailleurs algériens sous le parrainage du président de la République.

En s'adressant au Premier ministre sahraoui, il lui montre du doigt les travailleurs algériens présents lors de ce rassemblement «vous avez devant vous une mer de travailleurs algériens, et ici l'Etat algérien et son gouvernement, les chefs d'entreprise (Ali Haddad président du FCE étant présent) et vous avez l'armée. Vous êtes présents parmi ceux qui ont fait les principes des libertés des peuples. Donc soyez tranquille, vous allez triompher dès lors que vous avez le soutien de la nation algérienne». Et d'ajouter «que tombe le colonialisme du Maroc sur les terres sahraouies, dites-le après moi, répétez-le ! Le Sahara occidental veut son autodétermination et vivre dans la dignité !».

Réalisant que ses propos à l'encontre du Maroc sont lourds de sens, Sidi-Saïd n'hésite pas à rajouter une couche «soyons bien d'ac-



Sidi-Saïd, SG de l'UGTA.

cord, nous n'avons peur de personne ni des voisins ni de ceux d'outre-mer, notre peuple a payé lourdement sa Révolution en donnant 1,5 million de chahid, qui n'accepte pas qu'un peuple soit à ce jour colonisé. Barakat l'occupation des terres du peuple sahraoui».

Le deuxième message du discours du secrétaire général de l'UGTA s'articulait sans pour autant le nommer autour du tweet de la photo du président de la République par Manuel Valls. «Etant un peuple qui tient à la dignité de son pays et ses grands principes révolutionnaires et nous tenons aux symboles de notre Etat, aujourd'hui, le port d'Oran a réuni 10 000 travailleurs, je dis en leur nom à ces gens d'outre-mer qui tentent de nous perturber, qu'ils se mettent définitivement dans leurs esprits que si vous touchez à un cheveu du symbole de l'Algérie, le président de la République, c'est comme si vous avez touché tout le peuple algérien. Je vous le dis avec

conviction que les travailleurs algériens l'ont dit, ils n'acceptent qu'aucun être ou pays quelle que soit sa force de toucher aux symboles de l'Etat. La révolution du 1^{er}-Novembre coule dans les veines de tout algérien et si cela le nécessite, on prendra les armes».

Sidi-Saïd poursuit son discours en rappelant que les Algériens portent leur président dans leur cœur, «honte à eux, Abdelaziz Bouteflika est toujours l'homme de l'Algérie ! Nous leur disons qu'on n'en veut pas de leurs visas, on ne se taira pas pour un visa, la dignité avant tout». De son côté, le Premier ministre du Sahara occidental, Abdelkader Taleb Omar a appelé, hier à partir d'Oran, la communauté internationale à prendre ses responsabilités.

Tout en saluant l'Algérie pour son initiative, il dira que le message de solidarité a bien été reçu par son peuple, mais qu'il l'est tout autant reçu par les instances internationales et le sera certainement par l'ennemi. «Le Maroc doit arrêter sa fuite en avant, il ne fait que s'isoler par ses réactions excessives». Pour l'intervenant, la situation au Sahara occidental ne peut plus tolérer d'autres reports dans la résolution de cette crise «je vous le dis, la situation est tellement tendue aujourd'hui que nous n'avons pas plus de deux choix ou bien la paix sinon le retour à l'instabilité». Il exhorta le Conseil de sécurité de réagir face aux entraves orchestrées par le Maroc pour empêcher la paix. Tout en appelant les Nations-Unies à reprendre leur mission dans la région avec plus de ferveur et d'actions concrètes, le Premier ministre sahraoui a également adressé un message à la France afin qu'elle arrête ses entraves face aux décisions des Nations-Unies, tout en demandant au gouvernement espagnol de prendre ses responsabilités face à ce que subit le peuple sahraoui et à ce qui en découle de l'accord de Madrid qui est illégitime, dit-il et d'ajouter «nous dénonçons tous ceux qui sont complices avec le Maroc dans l'exploitation de nos ressources au nom de l'investissement. Nous voulons notre autodétermination».

A. B.

LE PREMIER MINISTRE SAHRAOUI :

«La position saoudienne ? Ce n'est pas nouveau!»

Dans un point de presse animé par le Premier ministre du Sahara occidentale, à l'issue du rassemblement du 1^{er} Mai, le soutien de l'Arabie Saoudite affiché au Maroc n'a pas manqué de susciter la réaction du ministre : «Nous avons constaté avec regret le soutien de l'Arabie Saoudite envers le Maroc. Ceci n'est pas nouveau, mais le nouveau, c'est que cela soit affiché et assumé. Nous disons à l'Arabie Saoudite, gardienne des Lieux Saints, qu'il faut se conformer aux préceptes de l'Islam qui sont clairs au sujet de ce type de conflits. Lorsqu'un pays colonise un autre pays musulman, il faut être juste et du côté de l'opprimé et dans ce cas-là, il s'agit du Sahara occidental.»

A. B.

AMAR GHOUH CONFIRME LA DÉTÉRIORATION DES RELATIONS AVEC LA FRANCE :

«Paris n'est plus un passage obligé pour l'Algérie»

Le président du parti TAJ et ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Aménagement du territoire, Amar Ghoul, confirme, à sa manière, la détérioration des relations algéro-françaises : «S'ils (les Français, Ndlr) persistent à s'entêter et à se cantonner dans leurs positions, nous avons mille autres destinations. Paris n'est plus un passage obligé pour notre diplomatie.»

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Hier, à l'occasion d'une conférence sous le thème «Les médias et les réseaux sociaux», organisée par son parti, Ghoul a beaucoup insisté, en effet, sur cette tension qui caractérise les relations entre l'Algérie et la France depuis un mois. «Je tiens à louer les efforts et l'énorme travail étalé ces derniers temps par la diplomatie algérienne. Notamment avec la diversification des axes, désormais étendus vers

Washington, Moscou, Londres, Pékin, l'Afrique, l'Europe, etc.» En d'autres termes, il n'est plus question de ce traditionnel tête-à-tête avec la France, sur le plan économique notamment.

Paris, qui a toujours été le premier partenaire économique de l'Algérie depuis 1962, vient d'ailleurs d'être surclassée en la matière par les Chinois. Et la dernière visite de Manuel Valls à Alger, et les fortes tensions qu'elle a provoquées, en amont comme en aval, auront certainement des répercussions désastreuses sur les intérêts français en Algérie.

De gros projets, comme l'usine Peugeot, sont remis aux calendes grecques avant même cette visite controversée et cela ne fait que commencer. Ghoul le confirme d'ailleurs. «Désormais, l'Algérie va défendre ses intérêts de manière pragmatique. Ce pays n'est plus un passage obligé et s'ils ne respectent pas le principe fondamental du gagnant-gagnant, nous avons mille autres destinations.» Autrement dit, la position de partenaire privilégié de la France aura vécu ! Du moins, en l'état actuel des relations politiques et diplomatiques entre les deux pays qui pourraient persister

dans cette crispation jusqu'à la présidentielle de 2017 en France. Aussi, et sur un autre plan, Amar Ghoul ne rate pas l'occasion des grandes manifestations qui secouent la France pour s'écrier : «Actuellement, de violentes manifestations secouent ce pays.

Elles sont violemment réprimées par la police. Pendant ce temps, où sont leurs médias, ceux-là mêmes qui nous donnent des leçons sur les libertés, les droits de l'Homme et j'en passe ? N'est-ce pas ces mêmes médias qui nous classent, toujours, au plus bas de l'échelle ? N'est-ce pas, comme ils le disent, que ces médias sont libres et indépendants ?», s'interroge-t-il encore avant de répondre : «Non, il ne faut pas se leurrer : quand il s'agit des intérêts de leur pays, ils sont unanimes. Il y a toujours consensus sur ces questions-là, comme c'est le cas pendant la campagne, en cours, qu'ils mènent contre notre pays».

Ghoul conclut : «Malheureusement, cette campagne trouve, et je le dis avec une grande tristesse, des relais ici même en Algérie.»

K. A.